

## **RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### **MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE**

---

**Mission de maîtrise d'œuvre pour l'intégration d'une  
IRM sur le site du centre hospitalier d'AMBERT**

---

**Date limite de reception des offres : Mercredi 17 décembre à 12h00**

**Groupeement Hospitalier des Territoires d'Auvergne  
Etablissement partie Centre Hospitalier d'Ambert  
14 Avenue Georges Clémenceau  
63600 AMBERT  
Tél : 04-73-82-73-82**

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation .....	3
1.1 - Objet .....	3
1.2 - Mode de passation.....	3
1.3 - Type et forme de contrat .....	3
1.4 - Décomposition de la consultation.....	3
1.5 - Nomenclature.....	3
2 - Conditions de la consultation .....	3
2.1 - Délai de validité des offres .....	3
2.2 - Forme juridique du groupement .....	3
2.3 - Variantes.....	3
2.4 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	3
3 - Les intervenants .....	4
3.1 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier .....	4
3.2 - Contrôle technique.....	4
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs .....	4
3.4 – Coordination SSI .....	4
4 - Conditions relatives au contrat.....	4
5 - Contenu du dossier de consultation .....	4
6 - Présentation des candidatures et des offres .....	5
6.1 - Documents à produire .....	5
6.2 - Visites sur site.....	5
7 – Conditions d’envoi ou de remise des plis .....	6
7.1 – Transmission électronique.....	6
7.2 – Transmission sous support papier.....	7
8 – Examen des candidatures et des offres .....	7
8.1 – Sélection des candidatures .....	7
8.2 – Attribution des marchés.....	7
8.3 – Suite à donner à la consultation .....	8
9 – Récompenses.....	8
10 – Renseignements complémentaires .....	8
10.1 – Adresses supplémentaires et points de contact.....	8
10.2 - Procédures de recours.....	8

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

La mission de maîtrise d'œuvre pour l'intégration d'une IRM au service Imagerie du bâtiment D Claudius Penel du Centre Hospitalier d'Ambert.

Lieu(x) d'exécution :

Centre Hospitalier d'Ambert

14 avenue Georges Clémenceau

63600 AMBERT

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

## 1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

## 1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

## 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description	Code suppl. 1	Code suppl. 2	Code suppl. 3
71200000-0	Services d'architecture			

# 2 - Conditions de la consultation

## 2.1 - Délai de validité des offres

La date limite de réception des offres est fixée au mercredi 17 décembre à 12h00.

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

## 2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

## 2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

## 2.4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

### **3 - Les intervenants**

#### **3.1 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier**

La mission OPC pourra être intégrée au marché de Maîtrise d'œuvre avec la PSE ou réalisée par ailleurs.

#### **3.2 - Contrôle technique**

Le contrôleur technique ainsi que ses missions seront précisés ultérieurement.

#### **3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

La coordination sécurité et protection de la santé sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

Le diagnostic amiante avant travaux de la zone concernée est en cours de réalisation et sera remis ultérieurement.

#### **3.4 – Coordination SSI**

La coordination SSI sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

La maîtrise d'œuvre devra tenir compte des prescriptions de conception du coordonnateur SSI.

### **4 - Conditions relatives au contrat**

Les prestations seront financées sur les crédits ouverts aux budgets du Centre Hospitalier d'Ambert seul établissement du GHT concerné par ce marché.

Les sommes dues au titulaire du marché seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

### **5 - Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Les plans de l'existant et schéma de principe d'implantation de l'IRM
- Certificat de visite

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
Une offre financière pour chaque élément de mission	Non
Un certificat de visite des locaux (nom et téléphone des personnes à contacter)	Oui
Une note méthodologique pour chaque étape de la mission	Non
Les délais d'exécution de chaque élément de mission	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

### 6.2 - Visites sur site

La visite sur site est obligatoire.

Les conditions de visites sont les suivantes :

Les lieux d'exécution des prestations du présent marché :

Centre Hospitalier d'Ambert

Bâtiment D

14 avenue Georges Clémenceau

63600 AMBERT

Visites en groupe prévues sur jours et horaires fixes :

- le jeudi 04 décembre 2025 à 10h00
- ou
- le jeudi 11 décembre 2025 à 10h00

Rendez-vous fixé à l'entrée du Bâtiment D, en signalant au préalable son intention de visiter auprès des services techniques : par téléphone 06-24-36-99-74 ou par courriel à l'adresse suivante [p.dumonteil@ch-thiers.fr](mailto:p.dumonteil@ch-thiers.fr)

Un certificat de visite sera remis à l'issue de la visite.

## **7 – Conditions d'envoi ou de remise des plis**

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées dans l'Avis d'Appel Public à la Concurrence

### **7.1 – Transmission électronique**

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur la plateforme des achats de l'Etat « PLACE » à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : DOC, XLS, PDF, DOCX, XLSX, DWG.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation. La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>). Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses,

Dépôt de candidatures et offres. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais...).

Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat.

## **7.2 – Transmission sous support papier**

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

# **8 – Examen des candidatures et des offres**

## **8.1 – Sélection des candidatures**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

## **8.2 – Attribution des marchés**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Sous-critères	Pondération	Note
1 – Valeur technique		<b>50 %</b>	<b>/ 10</b>
	1.1 – Compréhension du dossier et des enjeux	25 %	/ 5
	1.2 – Qualification et références des prestataires	25 %	/ 5
2 – Prix des prestations		<b>50 %</b>	<b>/ 10</b>

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 20. Les critères sont notés sur 10.

Les sous-critères de la valeur technique sont notés sur 5 et appréciés de la façon suivante :

- Très insuffisant : 0 point
- Insuffisant : 1 point
- Partiellement insuffisant : 2 points
- Suffisant : 3 points

- Bon : 4 points
- Très intéressant : 5 points

Les méthodes utilisées pour la notation du critère prix sont les suivantes :

Note = 10 x montant de l'offre la plus basse / montant de l'offre analysée

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

### **8.3 – Suite à donner à la consultation**

La présente consultation est ouverte à négociation.

L'attribution du marché de maîtrise d'œuvre est prononcée par le pouvoir adjudicateur.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

## **9 – Récompenses**

A l'issue de la consultation, il ne sera versé aucune prime aux candidats non retenus.

## **10 – Renseignements complémentaires**

### **10.1 – Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marchespublics.gouv.fr/entreprise>

Et, en cas de dysfonctionnement de la plateforme, l'envoi sera réalisé à l'adresse mail suivante : [seco@ch-ambert.fr](mailto:seco@ch-ambert.fr)

Les questions adressées à [seco@ch-ambert.fr](mailto:seco@ch-ambert.fr) alors que la plateforme ne connaît pas de dysfonctionnement, ne seront pas prises en compte.

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Les demandes adressées par tout autre moyen (en particulier via des adresses mails nominatives ou par télécopies) ne seront pas prises en compte.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

### **10.2 - Procédures de recours**

En cas de litige, une résolution à l'amiable sera privilégiée

En cas d'échec de la résolution à l'amiable, le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand  
6 cours Sablon



63033 CLERMONT FERRAND CEDEX 1

Tél : 04 73 14 61 00

Télécopie : 04 73 14 61 22

Courriel : greffe.ta-clermont-ferrand@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.